Jan-Werner MÜLLER, *Qu'est-ce que le populisme ?
Définir enfin la menace*

Traduit de l'allemand par F. Joly, Paris, Éd. Premier parallèle, 2016,
200 pages

Stéphane François

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/13049>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.13049

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2018

Pagination : 390-392

ISBN : 978-2-8143-0519-9

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Stéphane François, « Jan-Werner MÜLLER, *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace* », *Questions de communication* [En ligne], 33 | 2018, mis en ligne le 01 septembre 2018, consulté le 04 janvier 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/13049> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.13049>

de carrière des politiques, confusion entre projets politiques de développement social et ambition électorale sont quelques-uns des indicateurs qui montrent l'évolution rapide des pratiques politiques (pp. 133-202). Enfin, la dernière orientation qui s'accorde en partie avec la précédente analyse est la dimension manipulatrice des médias, notamment les réseaux socionumériques. La nature révolutionnaire des médias numériques dans la mobilisation politique et l'émancipation des citoyens dans les zones où les moyens classiques de communication sont sous contrôle gouvernemental se perçoivent nettement dans cet ouvrage (pp. 203-246).

Cette dernière édition se démarque de la précédente en ce qu'elle dresse une sorte de bilan à mi-parcours de la communication politique depuis 1980 à aujourd'hui. La prépondérance des réseaux socionumériques en politique, parfaitement illustrée par le cas de Donald Trump à travers son usage assez actif de Twitter (pp. 149-158) est sans doute l'un des indices de démarcation entre les deux éditions. En clair, cette édition 2017 présente une communication politique suivant l'évolution du contexte technologique, économique, médiatique, alimentant ainsi sans cesse les débats dans la démocratie contemporaine. Les quelques erreurs de mise en pages (pp. 107-108 ; p. 241), n'enlèvent rien à la valeur d'analyse des auteurs. La tentative de réactualiser la dimension presque incontournable de la communication politique dans la démocratie contemporaine, magistralement réussie, paraît cependant difficile en pratique. En effet, comme l'ont montré l'ensemble des contributions, les nouveaux médias rendent difficile la distinction entre information et communication. Les acteurs professionnels de la communication ont du mal à s'imposer face aux simples commentateurs ou activistes sur les réseaux socionumériques, ce qui accélère la course à la pipolisation dans le monde contemporain. L'émergence des « fake news » (fausses nouvelles – voir François Allard-Huier, 2017, « Fake news », *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*) résulte en partie de cette volonté de l'homme de paraître comme détenteur de nouvelles, de connaissances. Ce qui cadre assez bien avec le nouveau contexte politique fait de suspenses, de sanctions, de rebondissement, de buzz (voir Pascal Lardellier et Alexandre Eyries, 2017, « Buzz », *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*).

Aussi les différences entre marketing et communication politique soulignées par les auteurs (l'abstraction de la contradiction), sont-elles difficilement perceptibles à certains niveaux du jeu politique. Les affiches

publicitaires en période de campagne électorale relèvent de la contradiction lorsqu'elles dénoncent par exemple l'adversaire avant de proposer la solution du candidat. Il y a une sorte de contradiction faite d'arguments, contre-arguments et de dénonciations. Jean-Paul Gourévitch (*L'Image en politique. De Luther à l'Internet et de l'affichage au clip*, Paris, Hachette Littératures, 1998) aborde cette question en évoquant les quatre types d'image perceptibles pendant les campagnes électorales. Dès lors, comment dissocier communication politique et marketing politique, quand ils ont en commun les médias et leurs acteurs en instruments et moyens d'expression ? Cette problématique se révèle plus complexe en pratique.

Olivier Kouassi Kouassi

Crem, université de Lorraine, F-54000
kouassi-olivier.kouassi@univ-lorraine.fr

Jan-Werner MÜLLER, *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace*

Traduit de l'allemand par F. Joly, Paris, Éd. Premier parallèle, 2016, 200 pages

Avec *Qu'est-ce que le populisme ?*, Jan-Werner Müller offre une réflexion capitale pour comprendre les enjeux du populisme sur les démocraties libérales. Cet ouvrage court (il fait 200 pages) mais dense se propose de donner une théorie générale du populisme, loin des débats actuels (démagogie, « style » populiste, racisme, etc.). Malgré tout, sa lecture est aisée, facilitée par une écriture fluide et non jargonante. Pour se faire, l'auteur a construit son ouvrage autour de trois parties : « Le populisme, en théorie... » ; « ...et dans la pratique » ; « De la manière des démocrates de se confronter au populisme ». La première partie est, comme son titre l'indique, une théorisation du populisme ; la deuxième une élaboration d'une définition générale au-delà des particularismes nationaux (particularismes qui jouent un rôle primordial dans les expressions locales) ; la troisième, enfin, propose un *vade mecum* aux démocraties libérales confrontées à l'émergence de celui-ci. Cette dernière partie est importante, les auteurs travaillant sur le populisme ne soulevant guère ce point. En effet, s'ils font le constat de la montée des populismes et l'analysent, ils ne proposent pas de solutions.

Précisément, ce livre soulève une dernière question, présente en filigrane, mais importante en science politique : comment définir le peuple ? Le peuple est au cœur du débat démocratique, mais quel est-il ? L'usage du terme « peuple » est en effet problématique. Il a une compréhension et une extension qui varient considérablement selon les contextes : de quel peuple

parle-t-on ? S'agit-il du peuple tout entier moins ceux d'en haut (les « élites »), c'est-à-dire de la majorité de la population nationale ? Parle-t-on de la partie prolétarisée de celle-ci ? Dans ce dernier cas, le « peuple » se réduit-il à la classe ouvrière à laquelle s'ajoudraient les chômeurs et les précarisés ? Y ajoute-t-on les employés ? Les artisans et les commerçants ? Les paysans ? Et où met-on les classes moyennes salariées ? Surtout, les différents partis populistes excluent une partie de la population : les bienfaits de l'État-providence ne doivent être destinés qu'au « vrai peuple ». En effet, le populisme procède d'une révolte contre le partage des acquis sociaux durement obtenus sur le long terme avec de nouveaux venus – les immigrés –, estimant qu'ils ne les méritent pas.

Qu'est-ce que le populisme, tant d'extrême droite que de gauche ? Le terme « populisme » est trompeur. Dans les différents pays où il est utilisé, il renvoie à des contenus différents : aux Pays-Bas, par exemple, il fait référence à un parti de droite qui se radicalise (le Parti pour la Liberté), tandis qu'en France, il est utilisé pour qualifier un parti d'extrême droite qui essaie de muter (en l'occurrence le Front national). Au Venezuela, il sert en revanche à définir un régime autoritaire. En outre, ce terme est abondamment utilisé pour disqualifier, ce qui ne facilite pas sa compréhension. Jan-Werner Müller se démarque à la fois des auteurs qui considèrent le populisme comme un style (proximité langagière avec le « peuple », habilement simple « populaire », etc.) et de ceux qui réduisent le populisme à un discours démagogique. Il ne nie pas ces aspects, bien au contraire, seulement, il les considère comme secondaires. Il postule l'idée selon laquelle l'aspect le plus important pour définir un populiste est son attachement à se considérer comme le représentant du « vrai peuple », c'est-à-dire comme le représentant légitime de la majorité silencieuse. Mais qu'est-ce que le « vrai peuple » ? Cette question est essentielle. Selon nous, l'auteur soulève un point capital pour comprendre le phénomène populiste : en définissant un « vrai peuple », le leader populiste établit une double exclusion : d'un côté, cela revient à rendre les autres partis illégitimes, ceux-ci étant forcément corrompus (le « tous pourris » chez tous les populistes, de gauche comme de droite) ; de l'autre, à exclure les citoyens qui ne soutiennent pas la politique de ce leader (ils deviennent alors des ennemis) : s'il y a un « vrai peuple », forcément homogène, il y a aussi un « faux peuple ». De ce fait, le cœur du populisme, son essence, n'est pas la critique des élites – les leaders populistes sont d'ailleurs rarement issus du « peuple », bien au contraire – mais le rejet du pluralisme de l'offre politique. Sauf que, sans pluralisme politique, il n'y a

pas de démocratie... l'électeur populiste ne serait donc pas une victime de la mondialisation, mais une personne rejetant la démocratie.

Le rapport aux élections est d'ailleurs symptomatique : les populistes rejettent le système représentatif au profit du référendum et préfèrent s'adresser directement au peuple. En ce sens, il est le symptôme d'un malaise dans le système représentatif. Comme il connaît les besoins de ce peuple, le leader populiste est à même d'identifier la volonté populaire, il n'a guère besoin d'institutions intermédiaires. Le rejet des pratiques électorales se voit dans le décalage entre le résultat électoral et celui des populistes : la majorité silencieuse, n'ayant pu s'exprimer (pour quelle raison ? cela reste un mystère), les procédures électorales sont remises en cause. Il y a toujours un complot ou une cinquième colonne... Longtemps confinés à une posture contestatrice, protestataire, les populistes accèdent aujourd'hui au pouvoir, en Europe (Hongrie, Pologne), en Inde, en Turquie ou États-Unis. Jan-Werner Müller remarque que, à chaque fois, ces partis confisquent l'État : comme ils sont l'expression du peuple, l'État doit le servir, comprendre servir le leader et le parti populiste au pouvoir. Dès lors, l'État devient illibéral : il restreint les libertés et empêche la discussion démocratique. Les manifestations et contestations ne seraient que l'expression d'un complot, ourdi évidemment depuis l'étranger pour faire échouer l'expérience en cours (pensons par exemple au naufrage du régime chaviste du Venezuela).

Une fois l'idéologie populiste en place dans l'arène politique, comment la contester ou la contrecarrer ? Jan-Werner Müller constate dans la dernière partie de son livre que les stratégies habituellement utilisées sont des échecs. L'exclusion ne fait que victimiser et renforcer les populistes en donnant à l'électorat l'idée qu'il y aurait des thèmes tabous. La captation des thématiques ne fonctionne pas, l'électeur préférant l'original à la copie, pour reprendre la célèbre formule de François Duprat, le co-fondateur du Front national. En outre, cette dernière stratégie a tendance à banaliser les thématiques populistes dans la sphère publique. Il propose également de ne pas « pathologiser » le populisme et refuse de stigmatiser l'électorat tenté de voter pour des formations populistes. En retour, l'auteur propose de dialoguer avec ces partis, en respectant plusieurs règles : ne pas les disqualifier d'office, par exemple en les traitant de démagogues, de racistes ou de menteurs ; faire de vraies contre-propositions ; condamner fermement les propos les plus antidémocratiques ou moralement les plus inacceptables, en particulier les discours racistes

qui excluent du « vrai peuple » une partie de la population. Surtout, le populisme relève d'une crise de la représentation pour deux grandes raisons : premièrement, l'électorat des grands partis s'érode, par manque à la fois du renouvellement du personnel politique et des idées ; deuxièmement, l'électorat devient volatil. L'un des enjeux est donc de renouer la confiance entre les partis de gouvernement et de proposer des idées nouvelles et mobilisatrices.

Stéphane François

GSRL, CNRS/École pratique des hautes études, F-94205

Francois.stephane21@aliceadsl.fr

Bruno POUCKET, David VALENCE, dirs, *La Loi Edgar Faure. Réformer l'université après 1968*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Histoire, 2016, 256 pages

Avec l'année 2018 s'annoncent deux commémorations obligées : le centenaire de l'armistice du 11 novembre 1918 qui mit fin à l'effroyable guerre fratricide de 14-18 mais sans établir durablement la paix ; et le cinquantenaire de la tumultueuse année 1968 qui vit, à Saïgon en février l'offensive du Têt, à Paris en mai le soulèvement étudiant, et à Prague en août les chars soviétiques, flammes vives échappées de la guerre froide, indices des remaniements sourds travaillant l'équilibre mondial. Connaissant la suite de l'histoire : 1975, retrait des troupes américaines du Vietnam ; 1976-1978, mort de Mao Zedong et métamorphose de la Chine avec l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping ; 1989, chute du mur de Berlin... et tout le reste jusqu'à 2018, Donald Trump, Vladimir Poutine et Kim Jong-Un, maîtres de nos destins, il nous est, en France, devenu difficile d'inscrire directement, comme on le faisait alors, les événements de mai 68 dans la trame héroïque de la lutte mondiale contre l'impérialisme stade suprême du capitalisme. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, sans doute est-il temps d'examiner d'un autre œil et à une autre échelle ce qui est arrivé à Nanterre le 22 mars 68, à la Sorbonne et sur les barricades de la rue Gay-Lussac le 5 mai 68, dans les manifestations monstres du 13 mai à gauche, du 30 mai à droite, et dans les urnes le 30 juin, puis dès la rentrée 68 dans l'Université française toute entière, rondement réformée par la loi Edgar Faure, votée à l'unanimité le 10 octobre et promulguée le 12 novembre 1968.

Or, pour ce cinquantenaire, l'occasion en est donnée par l'ouvrage intitulé *La Loi Edgar Faure. Réformer l'université après 1968* paru aux Presses universitaires de Rennes au 1^{er} trimestre 2016 ; produit d'un colloque qui s'est tenu en septembre 2011 à Paris, à la Fondation nationale des sciences politiques, sous la direction scientifique de

l'historien Bruno Poucet, il est patronné par la Fondation Charles de Gaulle, comme l'attestent la « Préface » (pp. 11-12) de son président, Jacques Godfrain, et la co-signature, avec Bruno Poucet, des « Remerciements » (p. 7) par son ancien directeur-adjoint, David Valence. Ce recueil de 256 pages offre, encadrées par l'« Introduction » (pp. 13-22) et la « Conclusion » (pp. 193-195) de Bruno Poucet, onze communications réparties selon le schéma de l'avant-pendant-après. « Le pouvoir face au défi de la massification » (pp. 25-58), à travers les trois communications de Laurent Jalabert, Bruno Poucet, Sabrina Tricaud, analyse, entre 1958 et 1968, les apports de la loi Fouchet (IUT, BTS), les hésitations de Charles de Gaulle entre « sélection » et « participation », et le retrait discret de Georges Pompidou. « Une loi "libérale" pour répondre à la crise de mai 68 » (pp. 61-139), à travers les quatre communications d'Antoine Prost, François Audigier, Nassera Mohraz, Ismail Ferhat, suit attentivement le développement de la Loi Faure, « de Maitron à l'Élysée », puis à l'Assemblée nationale, et son accueil dans ce groupe d'opposition de droite qu'est l'Union nationale interuniversitaire (UNI), ainsi qu'auprès des syndicats enseignants. « Une loi peu ou mal appliquée ? » (pp. 143-192) à travers les quatre communications de Charles Mercier, Arnaud Desvignes, Jérôme Aust, Yves Lequin et Pierre Lamard, mesure les effets de cette loi dans quatre cas précis : la présidence exemplaire de René Rémond à Nanterre, les limites de « l'autonomie » des universités, l'échec que représente la scission de Lyon 3, enfin la réussite qu'incarne l'Institut universitaire de technologie de Compiègne. Cet ensemble, complété par deux témoignages saisissants dus l'un à Pierre Trincal et l'autre à Jacques de Chalendar (pp. 199-239), se clôt sur une précieuse annexe archivistique rédigée conjointement par Sylvie Le Clech et Emmanuelle Picard (pp. 241-251). C'est donc une très riche matière qui est ainsi proposée à notre lecture.

Certes, tout n'y est pas constamment du même niveau d'excellence, et l'on croise çà et là, péché véniel, des timidités touchantes (« nous n'avons malheureusement pas trouvé trace... », p. 159) ; surprenants, des décomptes aberrants « De 100 000 étudiants en 1945, on est passé à [...] 600 000 en 1970 : un quadruplement des effectifs en 25 ans » (p. 13) ou encore, par bouffées, une orthographe grammaticale calamiteuse (pp. 193-194) ; plus gênant, des graphiques, que l'on devine multicolores à l'origine, rendus illisibles par le passage au noir et blanc (pp. 115-117) ; et même, impardonnable, la falsification, que l'on souhaite involontaire, d'un slogan pourtant célébrissime de Mai 68 : « Cours, camarade, le vieux monde est derrière toi » réduit à « Cours, camarade, le vieux est derrière toi » où « le vieux »